



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 11/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS**

26 rue de Molsheim  
67280 Urmatt

Références : 0006700690\_2025\_03\_18\_EuroTF\_VIPFAS  
Code AIOT : 0006700690

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrivait dans l'action nationale 2025 relative aux principaux émetteurs de PFAS dans l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 Munster
- Code AIOT : 0006700690

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est une société spécialisée dans l'ennoblissement textile.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4  | 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS | Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14 | Prescriptions complémentaires  | 9 mois                |
| 5  | 5. Mesures d'investigation   | Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2         | Prescriptions complémentaires  | 3 mois                |
| 6  | 6. Mesures de suppression/réduction                                | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1  | Prescriptions complémentaires  | 9 mois                |
| 7  | 7. Mesures de surveillance   | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2              | Prescriptions complémentaires  | /                     |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|------------------------------------|--|-------------------|
| 1  | 1. Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4  | Sans objet        |
| 2  | 2. Rejets aqueux de PFOS           | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 | Sans objet        |
| 3  | 3. Liste des substances PFAS       | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a identifié les produits qu'il utilise contenant des PFAS et a réalisé une note de service pour limiter la quantité d'utilisation et de rejet en PFAS. Pour autant, le plan d'action et les mesures de suppression/réduction doivent être approfondies et seront demandés à travers un arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis sur l'outil GIDAF les résultats commentés de la campagne de mesure réalisée en octobre, novembre et décembre 2023.<br>Elle comporte l'ensemble des vingt PFAS, la somme totale et le paramètre AOF. Il n'est pas constaté de retard de déclaration ou d'erreur de saisie.<br><br>L'exploitant a par ailleurs réalisé une seconde campagne de mesure en septembre, octobre et novembre 2024. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau<br>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]<br><br>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l<br><br>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b><br><br>Il n'a pas été constaté de présence de PFOS dans les rejets, les six mesures issues des deux campagnes de mesures indique ce paramètre inférieur à la limite de quantification du laboratoire (< 0,1 µg/l).   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er rétablit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du 9 juillet 2024, il avait été constaté que l'exploitant avait mis en œuvre une démarche d'identification de substances per et polyfluoroalkylées sur l'ensemble des produits utilisés sur site. La démarche avait été réalisée sur une liste de 100 formulations susceptibles d'être mises en œuvre au sein de l'installation.<br>Parmi ces formulations, l'exploitant avait identifié trois produits contenant des PFAS. La liste a été communiquée à l'inspection ainsi que les PFAS issus de leur dégradation.<br>L'exploitant indique avoir terminé la démarche d'identification des produits sur site et que seuls trois produits contiennent des PFAS. Il est constaté qu'ils sont utilisés pour des textiles appartenant au champ de l'exception du 3° de l'article L. 524-1 du Code de l'environnement (missions de défense nationale ou de sécurité civile).<br>L'exploitant indique également qu'en cas d'utilisation de nouveau produit sur son site, il obtient les données nécessaires du fournisseur pour indiquer l'absence de PFAS. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.<br>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.<br><br>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir investigué pour la substitution de produits de qualité équivalente ne contenant pas de PFAS. Il indique qu'aucun produit non-PFAS n'a de qualité équivalente pour les propriétés recherchées.</p> <p>L'exploitant a présenté son utilisation des PFAS: lors de la préparation de bain d'apprêt, il établit la quantité nécessaire en eau en fonction de la quantité de textile qu'il a à traiter. La concentration en PFAS étant déterminée par le cahier des charges au moment de la commande, l'exploitant ne peut intervenir que sur la quantité totale de liquide dans le bain afin de limiter l'utilisation des PFAS. Une fois l'intégralité du textile traité, la quantité de liquide résiduel dans le bain est rejeté.</p> <p>Afin de limiter les quantités en PFAS rejetés, l'exploitant a présenté une note de service en date du 27 février 2025 demandant aux opérateurs d'être particulièrement vigilant à la quantité de bain préparée.</p> <p>L'exploitant suit dans un fichier la quantité de liquide rejeté pour chaque bain, qu'il ait contenu ou non des PFAS.</p> <p>Il est cependant constaté que l'exploitant ne suit pas la tendance de rejet des PFAS et si cette note de service a été suivi d'une réduction effective de l'utilisation de PFAS.</p> <p>Il indique que la quantité des rejets a fortement baissé lors de la dernière campagne de mesures, il est en effet constaté un abaissement d'un facteur 4 de la somme des vingt PFAS et de plus d'un facteur 5 en paramètre AOF entre la première et la troisième mesure de la dernière campagne effectuée en 2024.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan d'action avec une vérification de la réduction effective de l'utilisation et des rejets de PFAS.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>  |

#### N° 5 : 5. Mesures d'investigation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'investigations lui permettant de relier une concentration mesurée en</p>   |

|  |
|--|
| <p>sortie en PFAS à une quantité de bain rejetée.</p> <p>Il indique avoir réalisé une campagne de mesure fin 2024, supplémentaire à celle prescrite par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et constaté une baisse (cf. point de constat n°4).</p> <p>Il est donc constaté que l'identification du lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site ne sont pas clairement établies.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'identifier le lien entre les émissions mesurées, les activités et les productions du site ainsi que les produits utilisés et recensés dans son inventaire des produits PFAS.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>   |

#### N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que la suppression des PFAS n'est pas envisagée puisque les textiles traités sont à destination de mission de défense nationale ou de sécurité civile.</p> <p>En ce qui concerne la réduction des PFAS rejetés, il est constaté que l'exploitant a uniquement identifié la possibilité de limiter le volume total de bain préparé (cf. point de constat n°3). Il n'a pas investigué d'autres mesures de réduction des rejets (recyclage des bains d'apprêt, traitement sur site avant rejet, ...).</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude technico-économique comportant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'analyse des possibilités de substitution des PFAS utilisés sur le site dès lors qu'ils génèrent des rejets aqueux chargés en PFAS au-delà du seuil de détection de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ;</li> <li>• une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible ;</li> <li>• une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ;</li> <li>• une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets pro-</li> </ul> |

|   |
|---|
| <p>duits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires  |
| <b>Proposition de délais :</b> 9 mois   |

**N° 7 : 7. Mesures de surveillance**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté que l'exploitant n'a pas envisagé de réaliser de mesure de PFAS dans les eaux rejetées en 2025 pour les PFAS identifiés lors des deux précédentes campagnes de mesure.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est proposé de compléter l'article 9.2.3.1 relatif à la surveillance des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral du 1er mars 2016, portant prescriptions complémentaires à l'exploitant, afin d'intégrer la surveillance des rejets en PFAS, sur les paramètres PFPeA, PFHxA, PFHpA et AOF.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires  |